

Le chanteur Young Chang incarcéré pour actes de torture et de barbarie

page 5

FRANCE-ANTILLES

Mardi 22 octobre 2013

www.franceantilles.fr

N° 13 112. Guadeloupe. 0,90 €

La Guadeloupe s'enfonce dans la pauvreté

Ces trois dernières années, le nombre de familles bénéficiaires de l'aide alimentaire a considérablement augmenté : + 84 % entre 2009 et 2012. Les femmes vivant seules avec des enfants sont les plus demandeuses.



page 3

Alimentation et eau

L'alimentation et les factures d'eau sont les dépenses dont l'augmentation a le plus pesé dans le budget des personnes qui travaillent ou sont retraitées.

LE CHIFFRE

316 En 2010, la Banque alimentaire de Guadeloupe a distribué 316 tonnes de produits alimentaires, soit 505 600 repas. Les quantités distribuées avaient déjà augmenté de + 26 % par rapport à 2009.

DOSSIER

Aide alimentaire : les femmes et les enfants d'abord

ÉTUDE. Entre 2009 et 2012, le nombre de familles destinataires de l'aide alimentaire a augmenté de 84 %. Une étude vient d'être présentée, la première du genre, qui permet de cerner le profil des bénéficiaires. Principalement des femmes, vivant seules avec des enfants à charge, la plupart au chômage. Leurs principales ressources : les minima sociaux et les allocations familiales.

En Guadeloupe, le nombre de familles bénéficiaires de l'aide alimentaire ne cesse d'augmenter d'année en année. Et de manière exponentielle (3 471 en 2011, 4 858 en 2012). Déjà, en 2010, elles étaient 2 730 à venir chercher de la nourriture dans les centres communaux d'action sociale et autres épiceries sociales. En 4 ans (de 2009 à 2012), le nombre de familles des-

tinataires de l'aide alimentaire a augmenté de 84 % et encore de 40 % entre 2011 et 2012.

UNE PRÉCARITÉ LATENTE

Elles en sont arrivées au point où elles doivent tendre la main pour manger à leur faim et boucler les fins de mois. Parfois, elles ont trébuché suite à un accident de la vie : un décès (2 %), une maladie ou un accident (13 %), une perte d'emploi (17 %) une séparation

ou un divorce (24 %). Mais le plus souvent, c'est une précarité latente qui les a conduites dans l'impasse (32 %). Plus de la moitié des « enquêtés » sont au chômage (54 %), 13 sont des femmes au foyer et 7 % sont des retraités. Sur ceux qui déclarent travailler, 88 % occupent un emploi précaire. La majorité sont des jobeurs (61 %). Les autres ont des contrats aidés (13 %), ou à durée déterminée (11 %) ou travaillent à temps partiel. Les salaires ne représentent que 21 % de leurs revenus. Il faut dire que 27 % d'entre eux touchent moins de 500 euros par mois. Et le salaire mensuel de 47 % d'entre eux est compris entre 500 et 999 euros. Pour vivre, elles comptent avant tout sur les aides de l'État. Les principales ressources des « enquêtés » sont les minima sociaux (64 %) et les allocations familiales (59 %). Et 5 % d'entre elles déclarent n'avoir aucune ressource (essentiellement des per-

sonnes de nationalité étrangère). Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi elles viennent frapper à la porte de la Banque alimentaire et de ses partenaires (CCAS, épiceries sociales, etc.). Malgré tout, la plupart des bénéficiaires veulent rester optimistes. 48 % envisagent une amélioration de leur situation, contre 23 % une dégradation et 25 % un statu quo.



63 % de la population enquêtée exprime un grand besoin d'aide et d'accompagnement, au quotidien et pas seulement alimentaire.

Vanessa Cornely, représentante de l'Orsag.



Principalement des femmes

D'après l'étude réalisée par l'Orsag, les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont principalement des femmes (81 %), âgées entre 26 et 50 ans (73 %), qui ne vivent pas en couple (70 %). Plus du tiers n'a aucun diplôme (34 %), mais 28 % sont toutefois titulaires du baccalauréat (ou diplômes équivalents) et 25 % du certificat d'aptitude professionnelle ou d'un brevet d'étude professionnelle. Et ce qui est notable, également, c'est que la majorité d'entre elles sont de nationalité française (81 %). Les autres nationalités représentées parmi les bénéficiaires sont minoritaires : haïtienne (16 %), dominicaine (2 %) et dominiquaise (1 %). La plupart ont un logement fixe (92 %). Seules 12 % sont hébergées par un tiers et 1 % est sans domicile fixe. Parmi celles ayant un logement fixe, 61 % vivent au moins avec un enfant de moins de 16 ans et 8 % au moins avec un enfant en bas âge (0 à 3 ans).

La méthode

► 590 bénéficiaires

Lors de cette étude, menée entre décembre 2012 et avril 2013, 590 bénéficiaires de l'aide alimentaire ont été interrogés. Ils fréquentent les épiceries solidaires ou les centres communaux d'action sociale de 16 communes ou encore sont destinataires de colis alimentaires.

► Questionnaire

Un questionnaire anonyme leur a été soumis concernant leur situation personnelle, le recours à l'aide alimentaire (combien ? depuis quand ?), leur activité, leurs ressources, leur vision de l'avenir, les aides et accompagnements dont elles bénéficient.

► Profil

Il s'agissait d'établir le profil des bénéficiaires de l'aide alimentaire dans le département (caractéristiques démographiques et sociales, ressources, etc.) afin de mieux comprendre leur situation et de mieux cerner leurs besoins.

► Une première

C'est la première étude du genre dans le département. Pour la réaliser, l'Orsag s'est basée sur une étude menée par la Fédération des banques alimentaires au niveau national. Il a toutefois tenu compte de certaines spécificités locales, comme le poids du job dans l'emploi. Elle a été réalisée grâce au soutien financier de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt. De l'avis de l'Orsag, « la reconduite d'une telle étude s'impose » pour savoir si le recours à l'aide alimentaire s'installe ou non dans la durée.

La prochaine collecte fin novembre

Grâce à l'aide des collectivités et de l'Europe, mais également de la population (collectes et bénévolat), la Banque alimentaire tente de faire face à cette demande galopante. « On y arrive, mais c'est juste », reconnaît la vice-présidente de la Bag, Céline Samé. La Bag sollicite de plus en plus les grandes et moyennes surfaces, les distributeurs, les maraîchers. Son message : donner plutôt que jeter pour éviter le gaspillage. Par exemple, les produits abîmés qui

sont invendables. Ceux dont la date limite d'utilisation optimale est dépassée ou en passe de l'être. Jusqu'à présent, la Bag a toujours réussi à gérer ses stocks. Mais la situation se complique vite quand un grain de sable survient. En juin dernier, pour cause de mouvement social dans les stations-service, la collecte départementale avait dû être annulée au dernier moment. D'où l'importance de la prochaine collecte des 29 et

30 novembre dans les grandes et moyennes surfaces du département, mais également dans certaines superettes qui jouent le jeu. Cette fois encore, la Bag en appellera à toutes les bonnes volontés. D'abord les bénévoles. « Des bras forts et des personnes disponibles qui peuvent nous donner un peu de leur temps. » Et surtout les généreux donateurs. Céline Samé en appelle « à la solidarité et à l'esprit de partage pour faire reculer la misère. »



(1) Observatoire régional de la santé en Guadeloupe.